

Plan de classement

▼ [Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté d'insertion \(CLP\) \(fonds d'archives\)](#)

- ▼ Vie interne
- ▼ Comptabilité et personnel
- ▼ Rencontres et colloques
- ▼ Rencontres inter-organisations (RIO)
- ▼ Formation de formateurs
- ▼ Programmes d'activités, partenariat
- ▼ Diffusion de l'information
- ▼ Publications

[Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté d'insertion \(CLP\) \(fonds d'archives\)](#)

Date :
1975-2002

Description physique :

Nombre d'unités de niveau bas : 17

Métrage linéaire : 77.00 ml

Genre/Carac. phys. : Document d'archives

Support : Cassettes audio, cassettes vidéos (vhs), diapositives, photographies, affiches.

Nature du contenu : Recherche détaillée ; Archives associatives ou de collectifs

Langue :

Langue du texte : français

Biographie ou histoire :

Présentation du producteur

Créé en 1980, le Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté d'insertion (CLP) est une association regroupant un réseau national de 80 organismes de formation.

Celui-ci intervient dans le champ de la formation et de l'insertion des publics en difficulté.

Le CLP a pour objectif l'élaboration de politiques de formation et d'actions innovantes, la professionnalisation des acteurs et le développement de partenariat. A cette fin, il organise des rencontres entre les différents acteurs, formalise et capitalise les expériences du réseau sous forme de publications et anime un conseil technique et pédagogique. Il gère par ailleurs la diffusion de l'information à travers une mission de veille informatique et de documentation permanente.

Histoire de la conservation :

Historique de la conservation

Un état du fonds a été dressé par échantillonnage, en indiquant les cotes et dates extrêmes de chaque série et sous-série, ainsi que le détail de certains cartons, entre crochets.

En 2009, le CLP a fait l'objet d'une procédure de liquidation. A cette occasion, il a fait appel à différentes structures pouvant être intéressées à récupérer leur documentation. Les Archives départementales de Seine-Saint-Denis ont sauvé la partie « archives » tandis que, par exemples, Ville-École-Intégration et Génériques (en avril 2009) ont récupéré ce qui concernait, respectivement, la pédagogie et l'immigration.

Au final, Génériques a récupéré l'équivalent de 7 cartons, soit environ 1,45ml. Le tri s'est appliqué selon les critères suivants :

- pour tous : le thème devait être clairement "immigrés" (et pas public en difficulté, banlieue, discrimination, ...) d'après la seule lecture du titre ;

- pas de livre (pour les bib a priori) ;

- que des revues ou de la littérature grise (plus éphémère ou fragile), à l'exception de la littérature grise produite par des organismes d'Etat avec centre de doc (type feu de DPM) ;

- pour les revues, seulement celles produites par organisation n'assurant pas, a priori, leur conservation elle-même (pas Homme et migration, pas migration santé, ...)

- pour les revues, celles pouvant intéresser Génériques pour compléter ses collections, notamment dans le cadre de la numérisation.

Voir en annexes : les collections du Centre de documentation du CLP (plan de classement).

Conditions d'accès :

Modalités d'accès

Modalités réglementaires applicables aux archives publiques.

Bibliographie :

Bibliographie

- " En France, un million d'analphabètes ", *Hommes et Migrations*, supplément au n°1065, mars 1984
- " Quelles formations pour quels publics ? ", *Hommes et Migrations*, n° 1177, juin 1994
- " AEFIT, un itinéraire de trente ans ", 1971-2001, hors-série de *Savoirs et formation*, AEFIT, septembre 2002
- Tanguy J., *La Formation en France des travailleurs migrants*, mémoire de sciences politiques, Paris I, 1977
- Marchand O., Thélot C., " Formation de la main d'œuvre et capital humain en France depuis deux siècles ", *Les Dossiers d'Education et formations* n°80 mars 1997
- Franchi A-M, *Regards sur l'éducation des adultes en France évolution et perspectives*, La Documentation française, Paris, 1999
- Terrot N., *Histoire de l'éducation des adultes en France*, Savoir et Formation, L'Harmattan, 1997, Paris
- Lindeperg G., *Les Acteurs de la Formation professionnelle : pour une nouvelle donne*, Rapport au Premier ministre, septembre 1999
- *Hisfora*, périodique du Groupe d'étude histoire de la formation des adultes (Gehfa), site Internet : <http://www.gehfa.com>

Autres données descriptives :

Commentaire

C'est en 1919, via la loi Astier, que L'Etat français commence à se soucier de la formation professionnelle. Celle-ci institue des cours obligatoires pour les apprentis et des cours de perfectionnement facultatifs pour les salariés. « Mais c'est surtout au cours des années 1950-1960 que se construisent les principes modernes d'intervention de l'Etat. (...) La création en 1949 de l'Association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main d'œuvre (ANIFRMO), qui deviendra l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), donne à l'Etat des moyens directs d'intervention pour développer la qualification des personnes dont la nation a besoin pour assurer la reconstruction du pays. »

Lindeperg G., *Les Acteurs de la Formation professionnelle : pour une nouvelle donne*, Rapport au Premier ministre, septembre 1999

A la même période, l'alphabetisation des migrants commence à entrer dans le champ des revendications des syndicats, avec la mise en place, par exemple, de cours du soir en 1963 par la CGT. Les actions en matière d'alphabetisation sont essentiellement menées par des bénévoles issus des milieux militants chrétiens, syndicaux ou laïques (des instituteurs). Au début des années 1980, conséquence de la crise économique, les besoins en matière de formation des migrants évoluent : un virage de l'alphabetisation vers la préformation s'opère. L'AFPA n'est pas adaptée aux besoins des bas niveaux de qualification (BNQ), constitués de migrants, qui sont les premières victimes de cette crise. Auparavant, les tâches qui leur étaient assignées ne nécessitaient pas de formation préalable et, excepté le milieu militant, peu se souciaient de leur intégration et de leur promotion professionnelle. Mais ce nouveau contexte économique éclaire d'un jour nouveau leurs besoins en matière de formation, besoins auxquels la préformation professionnelle doit répondre en permettant aux travailleurs immigrés d'entrer dans des cursus de qualification. Il faut alors tout construire, car il n'y a ni outils pédagogiques ni cadre professionnel pour les formateurs

Au côté du Comité de liaison pour l'alphabetisation et la promotion (CLAP), fondé en 1968 et chargé principalement de l'alphabetisation et de la formation linguistique de base, se crée en 1980 une association plus centrée sur la préformation professionnelle : le Comité de liaison pour la préformation des migrants (CLP), qui deviendra ensuite le Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté d'insertion. Cet organisme regroupe de nombreuses associations qui se sont rencontrées lors d'assemblées tenues à la fin des années 1970 à Metz (1976), Dunkerque (1978), Reims (1979) et Dijon (1980). Elles se sont fédérées afin de faire valoir auprès des pouvoirs publics leurs besoins, mais également afin de se faire reconnaître en tant que professionnels. Le CLP travaille alors autour de ce nouveau concept de préformation. Il a pour mission d'équiper les membres du réseau en outils pédagogiques, de répondre aux appels d'offre des pouvoirs publics et au besoin de qualification professionnelle des formateurs.

Les archives du CLP retracent l'histoire de la formation des migrants depuis la fin des années 1970 avec les premières rencontres inter-organisations (RIO) (Metz, 1976), où la question de l'alphabetisation était prédominante, jusqu'aux années 2000, où le concept de préformation des migrants a cédé la place à celui de la réinsertion et de l'aide aux publics en difficulté. Ces archives sont une source précieuse pour retracer ces évolutions : les bilans financiers témoignent de l'engagement des pouvoirs publics et de ses priorités. Quant aux comptes-rendus des RIO, ils reflètent parfaitement les interrogations des associations d'alphabetisation et de formation. Les fichiers des adhérents constituent également une source à ne pas négliger, car ils renseignent sur le dynamisme associatif à l'échelle nationale et sur l'évolution du réseau du CLP. Ces fichiers étant parfois constitués de dossiers sur les activités de l'association adhérente, ils permettent de retracer l'histoire d'associations aujourd'hui disparues. Retracer celle d'associations telles que le CLP, le CLAP ou, avant elles, l'Amicale pour l'enseignement des étrangers (AEE) et le collectif des 45 collectif regroupant 45 associations, dont le CLAP et l'Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs migrants (AEFTI).

permettrait de jeter les premiers jalons de l'histoire de la formation des migrants.

Organisme : Archives départementales de Seine-Saint-Denis (Bobigny).

Mots-clés

Typologie Recherche détaillée Archives associatives ou de collectifs

Géolocalisation Bobigny (Seine-Saint-Denis, France)

Thème archive français

Personne (physique ou morale)

Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté d'insertion (CLP) AD93, Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (Bobigny, Seine-Saint-Denis, France)